



© AdaptAction, Côte d'Ivoire /AFD

Genre et AdaptAction

Retour d'expériences sur l'intégration des enjeux croisés de genre et d'adaptation aux impacts du changement climatique dans le programme AdaptAction



GENRE ET ADAPTATION : DES ENJEUX CROISÉS	4
Les impacts différenciés du climat sur le plan du genre	4
Une reconnaissance progressive dans les COP	4
Une intégration dans les Stratégies climat nationales (CDN et PNA)	5

L'intégration du genre dans le programme AdaptAction

UNE INTEGRATION PROGRESSIVE DANS TOUTES LES ETAPES DU PROGRAMME

ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

Identification des activités	7
Mobilisation de l'expertise genre et adaptation	7
Favoriser l'utilisation d'approches prenant en compte le genre	8
« Learning by doing » et partage d'expériences	8

ACTIVITÉS RÉALISÉES & RÉSULTATS OBTENUS

Production de données genrées	9
Des politiques publiques favorisant adaptation et genre	10
Renforcer les capacités pour produire des effets transformationnels	12
Susciter des projets d'adaptation sensibles au genre et à l'inclusion sociale	13

ENJEUX ET LIMITES RENCONTRÉES

Un dialogue à inscrire dans la durée	16
Une expertise francophone à renforcer	16

Perspectives pour la phase 2 (2022-2026)

UN OBJECTIF TRANSVERSAL PLUS AMBITIEUX

18

UN PLAN D'ACTION GENRE ET INCLUSION SOCIALE

19

RÉFÉRENCES

20

POURQUOI UNE NOTE DE CAPITALISATION « GENRE ET ADAPTACTION » ?

Une première phase du programme AdaptAction a soutenu l'intégration de l'adaptation dans les dispositifs de gouvernance, les politiques publiques, et les projets de 15 pays et organisations régionales (en Afrique, parmi les Petits Etats Insulaires en Développement, et les Pays les Moins Avancés) de 2017 à 2022. AdaptAction a intégré les enjeux de genre de manière transversale tout au long du déploiement de sa première phase.

Cette note « Genre et AdaptAction » complète la capitalisation de l'ensemble du programme qui a été conduite par l'IRAM et Ramboll, dont des fiches thématiques (gouvernance et systèmes de suivis et évaluation, agriculture, solutions fondées sur la nature, gestion intégrée des ressources en eau, services climatiques et réduction des risques de catastrophes).

Elle fait la synthèse des activités, résultats et leçons apprises par l'équipe AdaptAction accompagnée par une experte genre de l'AFD durant la première phase 2017-2022. Elle est également nourrie par les retours d'expérience des expertes genre mobilisées par les Bureaux d'études qui ont réalisés les appuis dans les pays partenaires, ainsi que par le dialogue régulier entre l'équipe projet et Coordination Sud depuis le début du programme.

Elle s'adresse en particulier aux praticiens de l'adaptation qui souhaitent mieux appréhender les enjeux de genre.

Ces réflexions ont conduit à relever l'ambition de la deuxième phase du programme lancée en 2022 à Glasgow lors de la COP26, avec désormais une composante transversale spécifiquement dédiée au genre et à l'inclusion sociale qui ouvre de nouvelles perspectives, avec un budget dédié (voir partie « Perspectives pour la phase 2 » de la note).

L'AFD, UNE ORGANISATION FEMINISTE AU SERVICE D'UNE DIPLOMATIE FEMINISTE

L'AFD prend en compte les enjeux de genre dans tous ses projets et s'affirme comme une agence féministe dans le cadre de la diplomatie féministe française. Elle défend l'égalité entre les femmes et les hommes, un marqueur fort de sa stratégie 100 % Lien social. Depuis 2019, la France promeut une diplomatie féministe, axée sur la reconnaissance et l'exercice réel des droits de chacun et de chacune, autour de la stratégie internationale de la France sur l'égalité entre les femmes et les hommes 2018-2022.

Le cadre d'intervention transversal sur le genre de l'AFD est articulé autour de trois priorités :

- Prévenir les inégalités femmes-hommes dans les opérations ;
- Promouvoir le genre et l'autonomisation des femmes ;
- Accompagner l'évolution des sociétés sur ces enjeux.

L'AFD finance ainsi des projets avec une emblématiques œuvrant au renforcement de la prise en compte du genre dans le dialogue des politiques publiques, dans la lutte contre le changement climatique, dans celle contre les violences faites aux femmes et enfin dans le domaine des approche transformationnelle des inégalités de genre intégrée à tous les secteurs du Groupe. Ces priorités incluent une attention particulière à l'autonomisation économique, la santé et à l'éducation, aux droits fondamentaux, y compris les droits sexuels et reproductifs, à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes et les discriminations envers les femmes et les personnes LGBTQIA+, au lien entre le genre et le changement climatique et à la participation des femmes au processus de l'Agenda pour les femmes, la paix et la sécurité dans les zones de crise et post-crise.

GENRE ET ADAPTATION : DES ENJEUX CROISES

Les impacts différenciés du climat sur le plan du genre

Il est désormais reconnu que les impacts du changement climatique ne sont pas neutres sur le plan du genre. Le GIEC¹ souligne ainsi que la vulnérabilité au changement climatique a des causes multiples et résulte de processus sociaux croisés dont font partie les discriminations et les inégalités de genre. Les menaces et pressions sur l'environnement et ses ressources amplifient les inégalités entre les sexes et les déséquilibres de pouvoir dans les communautés et les ménages faisant face à une pénurie de ressources ou à un stress sociétal. A ce constat s'ajoute que les vulnérabilités au changement climatique sont profondément intersectionnelles : les impacts ne sont pas les mêmes selon la classe sociale, le sexe, l'ethnie, la religion, l'appartenance communauté ou l'orientation sexuelle ou l'identité de genre; il s'agit d'autant de déterminants à prendre compte, et qui peuvent se croiser de manière multiple.

Les normes et stéréotypes discriminatoires fondées sur le genre façonnent jusqu'au traitement différencié des femmes et des hommes qui œuvre en faveur de l'environnement, ce qui affecte en fin de compte, l'efficacité et le succès des résultats. Par exemple, une planification de la gestion des risques de catastrophe ignorant les questions d'égalité des genres peut contribuer aux violences basées sur le genre.

Dans le même temps, le GIEC² souligne également le rôle positif des femmes pour favoriser la résilience des systèmes socio-écologiques, que ce soit dans l'activation des systèmes d'alerte précoce, via la diversification de moyens de subsistance ou encore par la préservation des biens contribuant à la sécurité alimentaire. Les femmes sont donc plus vulnérables aux impacts du changement climatique, mais également actrices de changement.

L'intégration du genre dans les processus d'adaptation est donc une nécessité à double titre : 1- pour s'assurer que les vulnérabilités spécifiques au genre soient analysées et que des pistes d'adaptation ciblant ces enjeux soient considérées, et 2- pour renforcer les capacités des femmes pour qu'elles soient en mesure de participer équitablement à la définition, la mise en œuvre et le suivi des actions d'adaptation.

A l'inverse, ne pas considérer des perspectives de genre (*gender blind*) présente des risques de maladaptation en s'avérant inefficace (voire néfaste) pour 50% de la population, et prive les actions climat de 50% des forces de changement disponibles, et *in fine* de l'ensemble car est également aveugle aux intérêts spécifiques et besoins stratégiques tant des femmes que des hommes !

Une reconnaissance progressive dans les COP

Depuis la première mention de l'égalité de genre en 2001 (COP7 à Marrakech) dans les lignes directrices pour l'élaboration des Programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA), de nombreux progrès ont été réalisés dans l'intégration des considérations de genre dans les cadres internationaux et les processus intergouvernementaux dédiés à la réponse à l'urgence climatique.

L'Accord de Cancun (2010), en développant une « Vision Commune » de l'action climatique, a marqué un tournant important, en reconnaissant que l'égalité des sexes et la participation effective des femmes sont importantes pour agir efficacement sur tous les aspects des changements climatiques. En 2015, l'accord de Paris mentionne que les pays signataire devraient « respecter, promouvoir et prendre en compte leurs obligations respectives en matière de droits de l'homme, de droit à la santé, de droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation de vulnérabilité et de droit au développement, ainsi que d'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes et d'équité intergénérationnelle ». Pour la première fois, un Plan d'Action Genre est également adopté lors de la COP23 à Bonn pour favoriser la participation des femmes

¹ K.E. Vincent, P. Tschakert, Barnett, J., M.G. Rivera-Ferre, and A. Woodward, 2014: Cross-chapter box on gender and climate change. In: Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA, pp. 105-107

² Cross-Chapter Box GENDER. IPCC, 2022: Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge University Press. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, pp. 2700-2704.

dans les négociations et une meilleure prise en compte des enjeux de genre dans les différents sujets de négociations climatiques. Il fut ensuite renouvelé lors de la COP25 mais le manque d'engagements financiers de la part des Etats et la pandémie ont ensuite sérieusement freiné la mise en œuvre de ces engagements.

Ces avancées dans la prise en compte du genre dans les accords climatiques font écho à la prise en compte du climat dans l'agenda international sur le genre, comme cela avait été amorcé lors de la Déclaration et la Plateforme d'Action de Beijing en 1995, qui reconnaissait le lien entre « Femmes et environnement » comme un de ses douze domaines d'action. Ce dernier a été actualisé en 2021 à l'occasion du Forum Génération Égalité, avec l'inclusion de la coalition d'action sur la justice climatique.

Une intégration dans les Stratégies climat nationales (CDN et PNA)

L'intégration d'une dimension genre dans les stratégies, guidelines et plan d'action d'adaptation nationales que sont les Plan Nationaux d'Adaptation (PNA) et les Contribution Déterminées au niveau National (CDN) suit également une trajectoire globalement positive, avec des nuances et d'importantes marges d'amélioration.

Le Gender Action Tracker³ de l'association WEDO indique ainsi des progrès concernant les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) révisées qui ont été soumises lors de la COP26 en 2021 : la majorité d'entre elles, y compris celles des pays en développement⁴, comportent des références aux enjeux de genre à divers titres : engagements, participation, niveau de détails sur les mécanismes de mise en œuvre et de suivi. 78% de ces CDN révisées évoquent explicitement les mots « femmes » ou « genre » mais de nombreux pays n'avaient alors pas encore soumis leur CDN révisés⁵.

De plus, une étude du NAP Global Network⁶ montre qu'un tiers des Plan Nationaux d'Adaptation (PNA) comporte des dimensions sensibles au genre en 2022 (alors qu'aucun ne le faisait en 2018) et la moitié d'entre eux reconnaît les femmes comme agentes de changement dans les processus de planification de l'adaptation. Autre progrès récent : près de 2/3 des PNA soumis dernièrement incluent des références à des activités de renforcement de capacités sur la thématique genre et climat pour les représentants gouvernementaux et/ou les parties prenantes de l'adaptation.

Ces résultats sont encourageants car ces stratégies constituent des références et contribuent à un environnement favorable à la mise en œuvre de programme d'adaptation sensibles au genre.

Néanmoins, les progrès concrets restent très progressifs, et les préoccupations liées au genre, lorsqu'elles sont intégrées aux stratégies et actions, restent souvent vagues, insuffisamment coordonnées, et rarement prioritaires. De plus, les capacités, ressources et mécanismes de suivi manquent pour traduire les engagements en actions concrètes et impacts durables. Il est donc d'autant plus important de capitaliser et partager les leçons apprises des programmes tels qu'AdaptAction, qui visent à prolonger ces stratégies nationales et à les traduire en investissements.

³ <https://genderclimatetracker.org/gender-ndc/quick-analysis>

⁴ En 2021, CARE et le Climate Action Network South Asia mettaient même en évidence que les Etats les plus ambitieux sur la question étaient des pays du Sud (Cambodge, Kenya, Papouasie Nouvelle Guinée, Iles Marshall) Report Card - where iss Gender Equality in National Climate Plans (NDCs)?, CARE et CANSA, June 2021 Update - <https://careclimatechange.org/wp-content/uploads/2021/06/CARE-Gender-Quality-and-NDCs-v1.4.pdf>

⁵ UICN (2021), Genre et planification climatique nationale : Intégration du genre dans les contributions révisées déterminées au niveau national. Gland, Suisse : UICN. <https://genderandenvironment.org/fr/gender-and-ndcs-2021/>

⁶ Dazé, A. et Hunter, C. (2022), Les processus des PNA qui répondent aux questions de genre : progrès réalisés et exemples prometteurs, Rapport de synthèse du Réseau mondial de PNA, 2021–2022

L'intégration du genre dans le programme AdaptAction

LE PROGRAMME ADAPTATION

AdaptAction est un programme d'études et de renforcement de capacités du Groupe AFD qui accompagne des pays et organisations régionales particulièrement vulnérables au changement climatique à relever le défi de l'opérationnalisation de l'Accord de Paris et mettre en œuvre les dimensions adaptation de leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN).

Une première phase dotée de 30 millions d'euros de 2017 à 2022 a financé plus de 70 appuis (études et renforcements de capacité) pour mieux intégrer l'adaptation dans les dispositifs de gouvernance (avec Expertise France), dans les politiques publiques sectorielles et dans les investissements de 15 pays et organisations régionales en Afrique, dans l'Océan Indien et les Caraïbes (Cameroun, Comores, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Madagascar, Maurice, Niger, République Dominicaine, Sénégal, Tunisie, Commission de l'Océan Indien, Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale).

Chacun de ces appuis a fait l'objet d'une co-construction avec les parties prenantes des pays partenaires afin de mobiliser de l'expertise nationale et internationale via des appels d'offres. 5 consortia de bureaux d'études avaient été retenus dans un accord-cadre pour répondre à ces appels d'offres.

Au-delà d'un effet catalyseur sur 15 projets d'investissements résilients à hauteur de plus de 690 millions d'euros financés ou cofinancés par l'AFD, le Fonds vert pour le Climat ou encore l'Union Européenne, AdaptAction constitue un outil de *mainstreaming* de l'adaptation et un laboratoire pour initier des modes de faire innovants et appréhender des thématiques nouvelles.

La deuxième phase (2022-2026) dispose d'un budget supplémentaire de plus de 23 millions d'euros – dont 6 millions d'euros de l'Union Européenne – pour 18 pays partenaires situés en Afrique et dans le bassin méditerranéen. Elle est structurée autour de 3 axes (Comprendre, Planifier, Investir) et 2 composantes transversales (Genre et inclusion sociale, *Knowledge management* et valorisation).

Parmi ses objectifs, la phase 2 d'AdaptAction vise ainsi renforcer son appréhension transversale des enjeux de genre, d'inclusion sociale et d'adaptation, qui avait été pionnière pour le Groupe AFD en 2017.

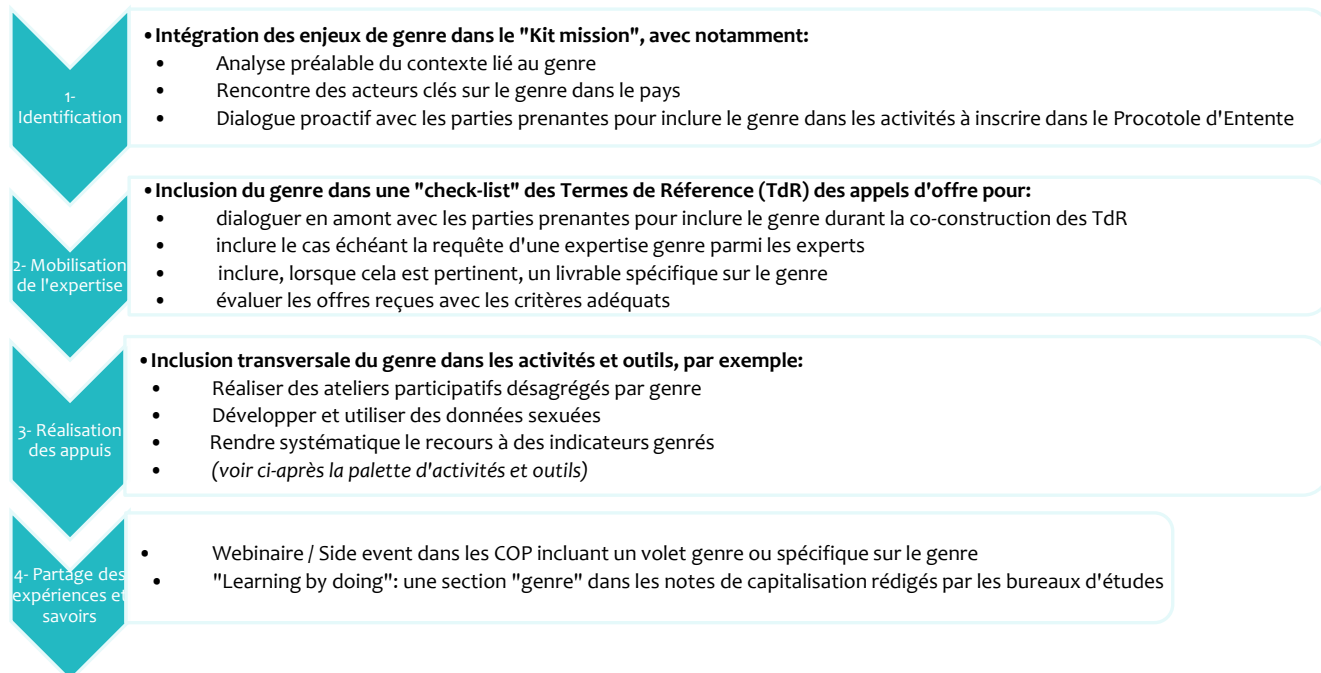
En savoir plus : www.afd.fr/adaptaction

UNE INTEGRATION PROGRESSIVE DANS TOUTES LES ETAPES DU PROGRAMME

Le programme a progressivement développé et mis en œuvre une approche sensible au genre dans ses activités. Les objectifs initiaux en 2017 étaient les suivants :

- ➔ Identifier les vulnérabilités spécifiques au genre, en collectant ou en contribuant à générer des données ventilées par sexes ;
- ➔ Intégrer le genre dans les activités de renforcement de capacités ;
- ➔ Contribuer à l'émergence de projets d'adaptation intégrant le genre.

Les enjeux de genre ont ainsi été traduits dans les différentes étapes du programme : missions d'identification, mobilisation de l'expertise, réalisation des appuis, partage des expériences et savoirs.



Identification des activités

Les activités conduites dans chaque pays ont été déterminées à la suite de rencontres bilatérales et d'ateliers multi-acteurs et actrices (ministères de l'environnement, ministères sectoriels, société civile, chercheurs et chercheuses, partenaires techniques et financiers, secteur privé, etc.). La méthodologie a progressivement intégré :

- Une identification et des rencontres avec des acteurs-clé au niveau national (référent.e genre du Ministère de l'Environnement, référent.e climat du Ministère de la Famille, et ONG). En particulier, les Point focaux Genre et climat (National Gender and Climate Change Focal Points, mandat créé par la CCNUCC) jouent un rôle crucial de coordination au niveau national entre ministères, institutions, société civile. Elles ont été rencontrées au fur et à mesure de leurs nominations dans les pays partenaires.
- Une analyse préalable des vulnérabilités spécifiques au genre dans le pays concerné, de la place du genre dans sa CDN, et de la stratégie spécifique existante ou en cours d'élaboration, ainsi que des analyses transversales (par exemple l'analyse comparée des CDN sur le plan du genre⁷, briefing conceptuel sur l'intégration du genre dans les Plans Nationaux d'Adaptation⁸, profils pays genre de l'AFD).
- Une démarche proactive pour engager le dialogue sur la thématique genre et climat dans les ateliers multi-acteurs (par exemple avec un groupe de travail dédié), et pour envisager des pistes d'activités, soit sous forme d'activité à part entière, soit de manière transversale sur une ou plusieurs activités (par exemple appui à l'intégration de l'adaptation dans la politique publique agricole en favorisant l'égalité des genres).

Mobilisation de l'expertise genre et adaptation

Les Termes de références de l'Accord-cadre pour sélectionner les consortia de bureaux d'études en 2018 puis les termes de références de chaque appui ont fait l'objet de réflexions systématiques avec les parties prenantes nationales pour intégrer le genre là où cela apparaissait le plus pertinent.

⁷ Sam Sellers and al., Nov. 2016, "Gender and Climate Change: A Closer Look at Existing Evidence", Global Gender and Climate Alliance, WEDO, GGCA. <https://wedo.org/wp-content/uploads/2016/11/GGCA-RP-FINAL.pdf>

⁸ Dazé, A. et Dekens, J. (août 2017). Un cadre pour des processus de plans nationaux d'adaptation (PNA) qui répondent aux questions de genre. Réseau mondial de PNA. <http://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2018/06/napgn-fr-2017-framework-gender-considerations-adaptation-planning.pdf>

Une section genre a été incluse dans la « check-list » AdaptAction pour l'élaboration des appuis : celle-ci vise à favoriser le dialogue avec les parties prenantes nationales lors de la co-élaboration des Termes de références, à requérir une expertise genre dans les appels d'offres, à demander un livrable transversal dédié au genre lorsque cela apparaissait pertinent, et à s'assurer que la notation des offres reçues tienne compte de ces dimensions.

Le niveau d'exigence a été progressivement augmenté, avec par exemple une exigence d'un expert genre et adaptation dédié plutôt qu'une expertise répartie au choix au sein de l'équipe de consultants, qui s'était avérée trop large. Au final, sur les 75 appuis de la Phase 1, 39 appuis ont bénéficié d'un ou une experte genre et adaptation dédiée.

Favoriser l'utilisation d'approches prenant en compte le genre

Une caractéristique du programme AdaptAction est de favoriser une approche *bottom-up* de l'adaptation, au travers notamment d'analyses participatives de vulnérabilité au niveau local. Cette approche est sensible au genre dans la mesure où elle permet d'organiser des *focus groups* avec des groupes discriminés tels que les femmes et les filles et une ventilation des analyses de vulnérabilité par genres. Cela favorise ensuite la formulation de besoins et pistes d'adaptation prenant en compte le point de vue et l'expérience spécifique des femmes.

Les appuis ont également visé le développement et l'utilisation de données ventilées par sexe, et incité l'élaboration d'indicateurs genrés.

« Learning by doing » et partage d'expériences

Une fois les appuis réalisés, une démarche favorisant la circulation des savoirs a été recherchée à la fois au sein du Programme AdaptAction, avec ses parties prenantes et avec des partenaires :

Dans une démarche de *learning by doing*, une section « genre » a été ajoutée dans les notes de capitalisation demandées aux bureaux d'étude à la fin des appuis. Ces retours d'expérience, rédigés par les experts genre, ont été une source d'apprentissage particulièrement riche pour identifier les meilleures pratiques, les points de blocages rencontrés, et les pistes d'amélioration.

Afin de favoriser la compréhension des enjeux croisés de genre et d'adaptation par les pairs et les partenaires d'AdaptAction, une dimension du programme visait à organiser ou participer à des événements publics de partage des connaissances, bonnes pratiques et défis rencontrés (webinaires, conférences, *Side Events* dans les COP) incluant un volet genre ou spécifique sur le genre, en s'inscrivant dans les communautés de savoirs et de pratiques existantes.

ACTIVITES REALISEES & RESULTATS OBTENUS

Ce cadre d'action, depuis l'identification des besoins jusqu'au partage des résultats, a généré de multiples résultats que l'on peut regrouper en une typologie en 4 dimensions :

- La production de données genrées ;
- L'appui aux politiques publiques pour viser des évolutions structurelles ;
- Le renforcement de capacités pour produire des effets transformationnels ;
- L'émergence de projets d'adaptation sensibles au genre.

Production de données genrées

Inclure le genre dans les projets d'adaptation est régulièrement limité par l'absence de données genrées, provenant souvent d'un biais involontaire dans les enquêtes scientifiques : le « Gender Data Gap ». Des études complémentaires doivent ainsi être conduites afin de soutenir la production et la collecte de ces données. D'après ONU Femmes⁹, 22 ans seront nécessaires pour combler le manque de données sexo-spécifiques, et 132¹⁰ à 200 ans pour combler le Gender Data Gap et résoudre toutes les inégalités de genre (à mesure constante).

Les études participatives de vulnérabilité, au cœur du programme AdaptAction (Axe 3), vont dans ce sens : des *focus group* avec les femmes permettent de produire des données sur les impacts du changement climatique différenciés selon le genre ou sur les perceptions et connaissances que les femmes ont du changement climatique.

Réalisation d'enquêtes auprès des femmes pour recueillir des données genrées dans une étude de vulnérabilité au Cameroun

L'étude de vulnérabilité de l'agriculture céréalière et des activités pastorales dans le Nord et l'Extrême Nord du Cameroun a donné lieu à un diagnostic sur le genre et les activités agricoles et pastorales qui a été établie à partir d'une enquête sur les opinions et perception par rapport à la vulnérabilité des activités céréalières et pastorales au changements climatiques. L'étude de vulnérabilité a ainsi pris en compte les activités menées par les femmes, leurs taux d'alphabétisation et leur accès aux biens et services (enjeux fonciers, opportunités de financement etc.)

Ce diagnostic partagé a permis d'élaborer un plan d'action d'adaptation plus sensible au genre et aux personnes vulnérables. L'intégration du genre a été faite de manière transversale sur l'ensemble des actions proposées avec des indicateurs et cibles dédiés (par ex : au moins 50% des bénéficiaires formés et accompagnés sont constitués de femmes et autres groupes vulnérables).

Déploiement « d'horloges temporelles » dans une étude de vulnérabilité pour décomposer des journées selon le genre à Madagascar

En termes d'instruments, s'inspirant des enquêtes « emploi du temps » qui se sont multipliées suite à la conférence de Beijing de 1995, des outils simples comme les horloges temporelles utilisées dans les études à Madagascar ont permis de mettre en évidence la charge de travail des femmes supérieure à celle des hommes et d'introduire la notion de « pauvreté en temps » qui les caractérisent afin de participer à des formations, prendre des responsabilités dans les organisations ou faciliter leur mobilité.

⁹ Jessamyn Encarnacion, Ramya Emandi , Papa Seck, Sept 2022 "It will take 22 years to close SDG gender data gaps", UN Women Data Hub. <https://data.unwomen.org/features/it-will-take-22-years-close-sdg-gender-data-gaps>

¹⁰ *Global Gender Gap Report 2022*, World Economic Forum (weforum.org)

Les études de vulnérabilités sont donc également l'occasion d'objectiver la répartition des rôles et de contribuer à la sensibilisation sur les inégalités de genre qui risquent de concourir à une vulnérabilité différenciée. Ici, il apparaît une division du travail reproductif, qui assigne aux femmes la responsabilité de l'alimentation et santé. Elles subiront donc d'autant plus une pression du fait du changement climatique, qui perturbe la production agricole et la qualité de l'eau, et augmente les risques épidémiques et de malnutrition.

Femmes		Hommes	
Heure	Tâches	Heure	Tâches
A 5h	Réveil, toilette	6h	Réveil, toilette
De 5h	Préparation du petit déjeuner Corvée d'eau		S'occuper des zébus
A	Préparer les enfants pour l'école	6h30	Prendre le petit déjeuner
	Prendre le petit déjeuner		
7h	Préparer en avance le déjeuner de midi pour les écoliers S'occuper des volailles		
7h	Travail dans les champs ou au jardin potager, ou comme journalière agricole ou activités de petit commerce	7h	Travail dans les champs
A	Fin du travail pour les journalières agricoles à 12h	14h	Collecter du bois de chauffe
15h	Retour au village, Petit en-cas	14h30	Retour au village, Petit en-cas
15h	Faire des courses pour le dîner	15h	Casser le bois
15h30	Faire le ménage ou la lessive ou autres tâches domestiques	15h30	Repos ou visite / discussions avec les amis
A	Corvée d'eau	A	
19h	Préparer le dîner	19h	
19h	Dîner qui réunit toute la famille	19h	Dîner
19h30 à 21h	Activité de la femme : vannerie, couture...	19h30	Coucher / repos
21h	Coucher / repos		
Nombre d'heures activités productives = 5h pour les journalières agricoles, 8h à 11h30 pour les autres femmes		Nombre d'heures activités productives = 7h	
Nombre d'heures activités reproductives (domestiques) = 6h		Nombre d'heures activités reproductives (domestiques) = 1h	
Temps réservé aux activités sociales = 0h		Temps réservé aux activités sociales = 3h	
Temps de repos = 8h		Temps de repos = 9h30	

Horloges temporelle des hommes et des femmes dans le Sud-est de Madagascar¹¹

L'élaboration d'un « profil de risque » avec un angle spécifique dédié au genre dans les Caraïbes avec Expertise France a été l'occasion de sensibiliser les parties prenantes sur le manque de données existantes et à la nécessité d'en produire. Lors de cet appui, réalisé avec l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (OECO), il est en effet apparu complexe d'agréger au niveau régional des données genrées et de les mettre en lien avec les enjeux d'adaptation. Une des conséquences a été d'inscrire comme objectif de la stratégie et plan d'action d'adaptation régionale un objectif dédié à une meilleure collecte d'indicateurs genre pour l'ensemble des secteurs.

Des politiques publiques favorisant adaptation et genre

L'axe 2 d'AdaptAction vise à mieux intégrer l'adaptation dans les politiques publiques sectorielles et leurs plans d'action pour viser un effet structurel et contribuer à un environnement favorable à l'émergence de projets et investissements d'adaptation. Intégrer le genre dans cette démarche était donc essentiel.

Cela implique notamment une analyse spécifique des enjeux de genre, des réflexions et dialogue avec les parties prenantes locales et nationales sur la pertinence et faisabilité d'objectifs ciblés en faveur des femmes, des mesures de renforcement de capacités de groupes ciblés, l'implication des ministères ou institutions œuvrant pour l'égalité de genres, ainsi que la société civile. Par exemple, l'implication des *National Gender and Climate Change Focal Points* (mandats créés par la CCNUCC) qui peuvent jouer un rôle de coordination au niveau national entre ministères, institutions, société civile et être l'interface avec les pairs internationaux lors des négociations CCNUCC.

Les ministères de l'environnement sont souvent en charge du suivi de la mise en œuvre des stratégies climat (CDN) sur lesquels les pays s'engagent. Ils ne sont toutefois pas toujours en mesure de suivre de manière effective la

¹¹ C. Broudic, V. Andrianaonitsoa, M. Fribault, J.-M. Andriamanantena, H. Raharinjanahary, Rapport d'étude socio-anthropologique et genre pour le projet Talaky Be - Adaptation de l'agriculture au changement climatique et renforcement de la résilience des communautés rurales du sud-est de Madagascar, AdaptAction-AFD / Consortium Egis, SalvaTerra, Carbonium, Meteodyn, IRD, 2019

concrétisation ou non de ces CDN, qui sont concrètement mises en œuvre sous l'égide des ministères sectoriels. Un appui à l'élaboration de système de suivi et évaluation des CDN est donc clé pour renforcer la position des ministères de l'Environnement dans leur rôle de redevabilité et de coordination. Dans ce cadre, il est crucial d'inclure des indicateurs genrés et de favoriser le recueil de données sexo-spécifiques, permettant la vérification de la mise en œuvre du volet genre de la politique publique et les éventuels besoins de renforcement de capacités.

Intégration transversale du genre dans la Contribution déterminée au niveau national (CDN) de la Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, l'appui à l'élaboration de la CDN a permis d'intégrer le genre en tenant compte des vulnérabilités différenciées. Plus spécifiquement il a été proposé dans la nouvelle CDN, le renforcement du système d'information agro-météorologique météorologique adaptés aux besoins, niveau et ressources des femmes et autres personnes plus vulnérables, et exploitables par celles-ci. La mise en place des mesures de protection contre les risques climatiques sensibles au genre, la promotion des pratiques agricoles protectrices des sols en tenant compte des pratiques différenciées selon le genre, et le développement des connaissances en matière de genre et gouvernance foncière envers les membres du Conseil national de sécurité (CNS), agents des ministères en charge de la gestion du foncier et des ressources forestières, collectivités territoriales, autorités coutumières et société civile. Deux mesures transversales ont également été proposées et concernent la redynamisation des cellules / points focaux genre dans les ministères sectoriels et l'appui au développement des programmes d'adaptation des femmes et à leurs activités face au changement climatique dans tous les secteurs.

Un document stratégique prenant en compte les vulnérabilités spécifiques des femmes : la stratégie et le plan National d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur agricole (SPN2A) du Niger

Au Niger, la stratégie (CDN) et le Plan National d'Adaptation (PNA) face aux changements climatiques dans le secteur Agricole (SPN2A) 2020-2035, élaborés avec l'appui financier et technique d'AdaptAction comportent six axes d'intervention : (i) la préservation des ressources naturelles et gestion durable des agroécosystèmes, (ii) le développement de systèmes agro-sylvo-pastoraux intelligents face au climat, (iii) le développement des fonctions support de l'agriculture pour appuyer la transition des exploitations vers l'agriculture intelligente face au climat, (iv) le développement de chaînes de valeur intelligentes face au climat, (v) le renforcement de la résilience des producteurs face aux chocs d'origine climatique, économique et écologique, (vi) l'intégration de l'adaptation face au climat dans la planification et la mise en œuvre du développement du secteur AFAT (agriculture, foresterie et autres utilisations des terres). Les enjeux de genre ont été intégrés de manière transversale dans ces axes, avec notamment comme objectifs :

- L'élaboration d'un programme national d'information, d'éducation et de communication sur l'environnement et le développement durable (PNIEC/EDD), sensible au genre et tenant compte des changements climatiques et de leurs impacts ;
- La définition, l'opérationnalisation et le suivi-évaluation des modalités concrètes d'opérationnalisation du plan d'action de la SPN2A selon une approche sensible au genre ;

L'intégration du genre lors de l'élaboration et opérationnalisation d'un dispositif national de suivi-évaluation des interventions en faveur de l'adaptation face au climat, avec la recommandation de créer un comité dédié « genre et climat », et de s'assurer de bien mobiliser les ressources humaines appropriées.

Un Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle sensible au genre (PNIASAN) en Guinée

En Guinée, l'accompagnement des dimensions adaptation du Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle sensible au genre a montré une plus grande vulnérabilité des femmes face au changement climatique : elles disposent d'un moindre accès aux ressources financières, aux terres (petites surfaces pour des cultures de rente, vulnérabilité accrue des veuves face aux pressions foncières, etc.), au bétail, aux intrants, ou encore à l'information climatique. Elles disposent de moins d'influence sur les décisions prises, tant au niveau du ménage qu'au niveau politique, et les besoins alimentaires de la famille sont priorités

avant les leurs. A partir de ce constat, une cible spécifique du PNIASAN a été orientée au soutien des filières maraichages et petits ruminants qui sont pratiquées par les femmes.

Un système de suivi et évaluation de la stratégie climat qui intègre le genre au Sénégal

Au Sénégal, l'axe 1 d'AdaptAction réalisé par Expertise France a permis d'élaborer un système de suivi et d'évaluation nationaux de la composante adaptation de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN), à la demande du ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD). L'expérience de nombreux pays, dont la France, montre que la construction de ces systèmes de suivi et évaluation doit principalement s'appuyer sur des indicateurs déjà existants pour favoriser la pérennité de l'outil avec un suivi régulier des parties prenantes de chaque ministère concerné. Il a donc été choisi, comme première étape, de sélectionner spécifiquement 5 indicateurs parmi 30 pour les ventiler par sexe : nombre d'agriculteurs ayant adopté des pratiques de Gestion Durable des Terres ; nombre de producteurs ayant adopté de nouvelles variétés de semences adaptées à la variabilité climatique ; nombre de producteurs qui ont souscrit à une assurance agricole ; nombre de personnes alertées grâce au système d'alerte précoce ; nombre de personnes ayant reçu une formation concourant à l'adaptation pour intégrer les risques climatiques dans la planification au sein des ministères sectoriels et du Ministère de l'Environnement (MEDD). La démarche pourrait par la suite être approfondie, par exemple au travers d'une stratégie adaptation et genre qui conduirait à élaborer des indicateurs plus spécifiques.

Renforcer les capacités pour produire des effets transformationnels

Renforcer les capacités afin de contribuer à un constat partagé des enjeux genre et climat, et de doter les parties prenantes des ressources nécessaires pour agir, est essentiel pour disposer d'un environnement favorable à la prise en compte croisée des deux thématiques.

Ce renforcement de capacités peut prendre de multiples formes, depuis des modules de sensibilisation dédiés à la thématique genre au sein des formations sur l'adaptation au changement climatique, jusqu'à un appui spécifique au système éducatif (cf. encadré avec l'appui conduit au Sénégal), en passant par des démarches proactives pour que les groupes de femmes et de filles au niveau local puissent mieux participer aux décisions d'adaptation.

Dans tous les cas, il s'agit de la démarche d'adaptation la plus transformationnelle, au sens du GIEC : adaptation qui change les éléments fondamentaux d'un système en réponse au climat et à ses effets. Par exemple, donner aux femmes le même accès que les hommes aux ressources productives favorise leur autonomisation et engendre des impacts directs sur leur propre santé, sur l'éducation des enfants, la sécurité alimentaire du ménage, les capacités de générer des revenus... Autant de moyens d'augmenter la résilience des individus et des ménages face aux futurs chocs climatiques.

De manière transversale les capacités de l'équipe AdaptAction elle-même ont été renforcées avec plusieurs sessions de formations et de réflexions avec une experte genre de l'AFD. Ces sessions ont constitué la matrice des formations genre et climat déployées ensuite dans les formations climat de l'ensemble de l'AFD.

Mieux inclure le genre et l'adaptation dans le système éducatif au Sénégal

Le Programme AdaptAction a appuyé le ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) sénégalais dans l'élaboration d'une stratégie de renforcement des compétences pour un développement résilient face au changement climatique. Co-construite avec les ministères liés à l'Education, la Formation Professionnelle et l'Enseignement Supérieur, cette stratégie a porté une attention particulière à l'intégration systématique du genre tout au long de son élaboration.

Un livrable spécifique, centré sur l'interaction entre inégalités de genre et système éducatif sénégalais, a permis l'identification de disparités préexistantes et de besoins différenciés en terme de formation « climat ». Une ségrégation des filles par filières, ainsi que leur moindre représentation dans les enseignements supérieurs, scientifiques et techniques font notamment partie des défis identifiés par l'étude. Afin de répondre à ces enjeux, une série de recommandations transversales ont été établies. Parmi ces dernières, peuvent être citées la prise en compte des enjeux de genre et climat au sein des curricula, la sensibilisation des acteurs du système éducatif et la promotion de l'égal accès/maintien/réussite des femmes et des hommes aux filières de formation « climats ». L'analyse fait également preuve de recommandations opérationnelles, déclinées par sous-secteurs.

L'école, du primaire à l'université, est un maillon crucial dans la lutte contre le changement climatique. Intégrer l'adaptation climatique au sein de cette institution, de manière inclusive et sensible aux dynamiques sociales locales, peut ainsi soutenir l'émergence d'experts locaux et diffuser l'usage de pratiques résilientes. De par un mode de transmission de l'information innovant (modules de formation, arts visuels, *storytelling*, méthodes participatives...), l'école peut fédérer un écosystème puissant d'entrepreneurs et d'acteurs du climat, prêts à soutenir la résilience des populations locales et la transformation sociétale.

In fine, l'enjeu est de susciter l'émergence des futures citoyennes, cheffes d'entreprises, décideuses, expertes et scientifiques qui devront construire des solutions d'adaptation aux impacts du changement climatique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Elaborer une boîte à outils sensible au genre sur les solutions d'adaptation fondées sur la nature – Caraïbes (OECD)

Les onze pays membres de l'Organisation des Etats de la Caraïbe orientale sont particulièrement affectés par les impacts du changement climatique. En soutien, le programme AdaptAction a financé et accompagné techniquement l'élaboration d'une boîte à outils spécifique pour l'intégration transversale et systématique des solutions d'adaptation fondées sur la nature et du genre au sein de politiques nationales et sectorielles d'adaptation et de plans d'investissements. Cette boîte à outils s'est également accompagnée d'études de cas et d'ateliers de renforcement de capacités à titre d'illustration de possibilités d'intégration de ces sujets.

➤ Pour en savoir plus :

<https://www.afd.fr/fr/ressources/caraibes-renforcer-la-resilience-travers-la-nature-et-le-genre>

<https://www.afd.fr/fr/actualites/lutter-contre-les-changements-du-climat-en-promouvant-legalite-femmes-hommes-un-nouveau-defi>

Susciter des projets d'adaptation sensibles au genre et à l'inclusion sociale

Faire émerger des projets d'adaptation est au cœur du programme AdaptAction, au travers de son axe 3 (études de vulnérabilité et études de faisabilité). L'objectif initial de susciter un volume de 500 millions d'euros de projets a été largement dépassé : ce ne sont pas moins de 15 projets représentant 690 millions d'euros de projets financés ou cofinancés par l'AFD, le Fonds Vert ou l'Union Européenne qui ont été suscités directement ou indirectement par le programme AdaptAction de 2017 à 2022 - avec d'autres projets en cours d'instruction qui pourraient augmenter ce chiffre jusqu'à 1 milliard d'euros.

Ces 15 projets, qui couvrent de multiples secteurs avec les divisions techniques de l'AFD (agriculture, eau, éducation, prêts de contingence, ou encore systèmes financiers) ont des dimensions d'adaptation plus robustes grâce à un appui financier et technique d'AdaptAction ou éventuellement grâce à un appui indirect (renforcement des dimensions climat

avec une étude préalable ou en cours réalisée par AdaptAction, appui ponctuel de l'équipe AdaptAction durant l'instruction).

Le genre est un objectif dit « significatif » pour 8 de ces 15 projets (marqueur CAD 1 de l'OCDE¹²) et un objectif « principal » pour 2 d'entre eux (marqueur CAD 2 de l'OCDE).

Résilience de la filière coton et enjeux de genre en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire AdaptAction a financé une étude de vulnérabilité puis une étude de faisabilité, autour du bassin cotonnier de la zone Nord du pays. Cruciale pour l'économie nationale et régionale, la production cotonnière s'est peu à peu affaiblie du fait notamment du changement climatique. Elle reste notamment vulnérable à la baisse en pluviométrie et à l'affaiblissement des sols. Dans ce contexte, les « études de vulnérabilité et faisabilité du programme Résilience de l'agriculture Nord en Côte d'Ivoire, centré sur la filière coton » financées par AdaptAction ont permis l'identification de vulnérabilités plurielles face au changement climatique dans la zone géographique. Cette étude a fait l'objet d'un focus genre à travers l'élaboration d'un diagnostic spécifique relatif à la prise en compte du genre dans la filière du coton à travers la présence d'une expertise genre et agriculture au sein de l'équipe projet, la collecte de données désagrégées en fonction du sexe ainsi que l'inclusion systématique des femmes au sein des différents ateliers participatifs.

Cette étude a mis en avant plusieurs constats comme par exemple le fait que de manière générale, les femmes qui disposent d'une parcelle de coton, s'en occupent une fois après avoir porté leur aide dans les champs de leur mari et les activités domestiques terminées. Elles accusent ainsi un retard et la récolte du coton devient plus pénible. En effet la hausse des températures entraîne l'augmentation des mauvaises herbes (les femmes sont généralement en charge du désherbage), des ravageurs et des maladies cryptogamiques. Ce diagnostic a été adossé d'un plan d'action genre.

Cette étude a par la suite donné lieu au projet « Résilience des systèmes cotonniers dans le Nord de la Côte d'Ivoire », centré sur l'adaptation du secteur cotonnier, facteur de résilience économique pour les ménages vulnérables, avec également un objectif principal dédié au genre – « CAD 2 » suivant les marqueurs de l'OCDE et de fortes dimensions d'inclusion sociale. Ce renforcement du « système coton » s'attache ainsi à favoriser l'inclusion économique des zones reculées et leur l'accès aux services sociaux de base, pour une réduction structurelle des inégalités et un accroissement de la stabilité territoriale du bassin cotonnier. Cette inclusion de la réduction des inégalités et de la cohésion sociale au cœur des objectifs du projet favorise, de fait, son impact transformationnel.

La question de l'égalité de genres et de l'autonomisation des femmes a été appréhendée dès la conception du projet. Elle est notamment inscrite au sein de son objectif principal et de son cadre logique. Un Plan d'action genre a également nourri la formulation de ce projet dès sa phase d'instruction. Des activités spécifiques, sensibles au genre, ont par la suite été mises en place. Des services pour les sections de femmes des organisations professionnelles agricoles ont par exemple été développés. Enfin, la mobilisation d'une expertise genre établie chez le partenaire aura facilité l'insertion transversale de la thématique tout au long du projet et le renforcement de capacités d'acteurs locaux.

Une analyse spécifique des vulnérabilités des différents groupes de femmes et éleveuses aux effets du changement climatique au Niger

Au Niger, l'étude de faisabilité du projet de développement des filières élevages dans les régions de Zinder et Diffa, s'inscrivant dans la stratégie et le plan national d'adaptation face au climat (SPN2A, cf. ci-dessus) intègre une analyse spécifique des vulnérabilités des différents groupes de femmes et éleveuses aux effets du changement climatique. Elle met en exergue les causes suivantes : disparition des produits de cueillette pour compléter

¹² En savoir plus : Manuel Relatif au Marqueur de la Politique d'Aide à l'Appui de l'Égalité Homme-Femme Établi par le CAD-OCDE, 2016. <https://www.oecd.org/fr/cad/femmes-developpement/Manuel-Marqueur-CAD-Aide-Egalite-HF.pdf>

l'alimentation, difficultés d'accès à l'eau et augmentation des conflits entre groupes pour y accéder, baisse de la production de lait et de la fécondité des chamelles ; qui créent de nouvelles contraintes pour les femmes.

De manière plus générale, le projet vise à plus d'équité en termes de genre, de génération et d'inclusion sociale : l'anticipation de crises et l'accompagnement des mobilités devrait permettre une moindre exclusion des catégories particulièrement vulnérables que constituent les jeunes et les femmes. L'appui aux activités de relèvements et notamment à la reconstitution pérenne du cheptel et au développement des activités liées à l'élevage pour les femmes et les jeunes contribuera à plus d'équité et à une moindre exclusion économique des éleveurs et éleveuses les plus démunis. Le renforcement de l'accès des éleveurs et éleveuses vulnérables et des jeunes, à l'état civil, aux services sociaux, éducatifs et sanitaires à travers les centres pastoraux mais aussi à travers les centres initiés par les organisations paysannes contribue à plus d'équité sociale. Enfin une meilleure reconnaissance, représentation et responsabilisation des femmes et des jeunes, ainsi que des communautés d'éleveurs les plus marginalisées aux rencontres, aux foras annuels et aux instances de concertation et de décision dans le cadre de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des accords sociaux, contribueront à une plus grande équité sociale.

Elaborer des concepts notes de projets genre et Solutions d'adaptation fondées sur la nature avec l'OCEO (Caraïbes)

Au-delà des boîtes à outils sensibles au genre (cf. ci-dessus), l'appui apporté à l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (OECO) comprenait également des ateliers multi-acteurs pour élaborer des concepts notes de projets pour concrétiser les activités de renforcement de capacités. Parmi les concepts notes qui ont été ainsi suscitées, on peut noter :

- Un projet « Build Back Bluer », pour protéger et réhabiliter les écosystèmes côtiers et marins de 3 Etats-Membres de l'OECO (Anguilla, British Virgin Islands et Montserrat). Une composante était dédiée aux moyens de subsistance des femmes et jeunes pêcheurs et agriculteurs précaires, y compris au travers de la protection sociale, ou de la planification et budgétisation sensible au genre.
- Un projet "Restauration et conservation des mangroves au travers de la gestion communautaire pour renforcer la résilience face au climat dans les Caraïbes orientales ». Les mangroves sont en effet impactées par le changement climatique (acidification, réchauffement et élévation du niveau de l'océan ; augmentation de la fréquence d'événements extrêmes) qui s'ajoute aux pressions des activités humaines. A l'inverse, protéger ces côtes fournit des produits forestiers et des nutriments pour les poissons, et cela favorise la biodiversité, la purification des eaux – autant d'atouts également pour les activités économiques liées au tourisme. Ce projet de recherche comprend 3 composantes, dont la mise en œuvre d'activités de plantation et de conservation avec un accès et un contrôle effectif des ressources par les femmes, avec un accompagnement pour le renforcement de capacités en termes de gestion.

Parmi les bonnes pratiques et propositions d'activités mises en place dans l'instruction de projet appuyés directement ou indirectement par AdaptAction, on peut citer, par exemple :

- Une mission genre dans le pays d'intervention afin de permettre à l'expert.e genre d'identifier les dynamiques genrées locales - Projet régional de renforcement des services hydrométéorologiques et climatiques et des systèmes d'alerte précoce (Hydromet), avec la Commission de l'Océan Indien ;
- La production d'un rapport spécifique sur les vulnérabilités sociales et de genre et sur les possibilités d'inclusion des populations vulnérables ; usage d'outils participatifs tels que la création d'une horloge de 24h et d'un calendrier culturel différenciés selon le genre pour favoriser la prise de conscience locale des enjeux de genre et d'inclusion sociale - Projet d'agriculture et de conservation forestière adaptées au changement climatique (Talaky Be), Madagascar (voir encadré ci-dessus avec l'exemple de l'horloge de 24h);
- La production d'outils de suivi-évaluations du projet sensibles au genre – Projet de conservation et d'aménagement de la Réserve de Biosphère Ziama, Guinée et programme « Résilience de l'agriculture Nord Côte d'Ivoire ».

Ces bonnes pratiques ont vocations à être systématisées lors de la phase 2 en dialogue avec les différentes parties prenantes.

ENJEUX ET LIMITES RENCONTREES

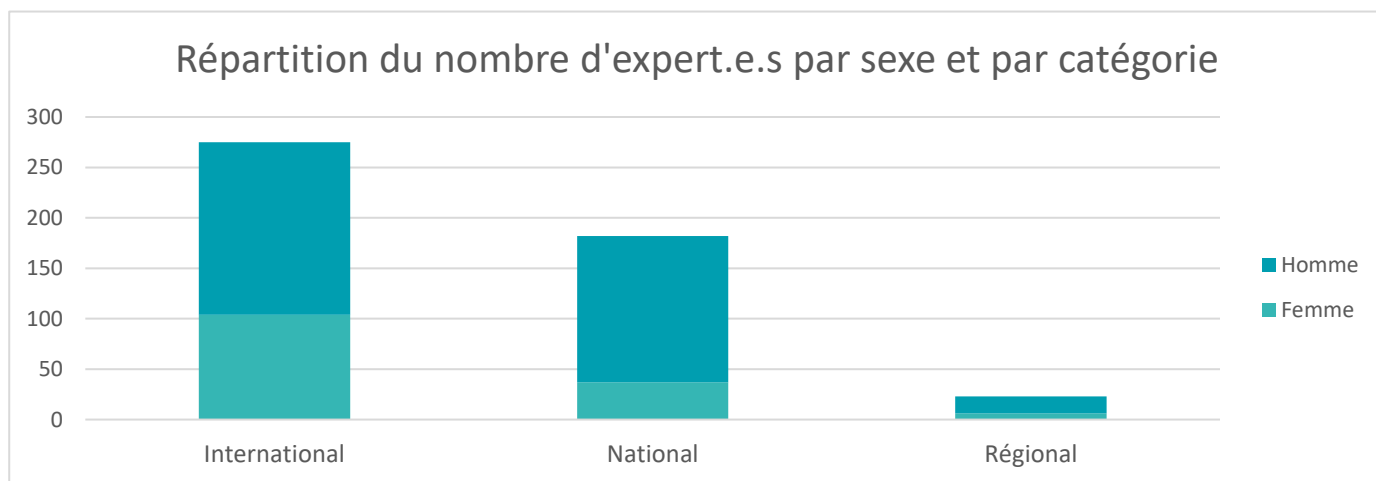
Un dialogue à inscrire dans la durée

La reconnaissance partagée qu'il existe des enjeux d'adaptation spécifiques au genre dans les pays partenaires est un préalable indispensable pour inscrire cette dimension dans les appuis AdaptAction. Ce dialogue, initié en début de Programme avec les différentes parties prenantes, n'a pas toujours rencontré d'échos immédiats, notamment dans la programmation des appuis. Néanmoins, la poursuite de ce dialogue dans la durée, notamment au travers de la co-construction de chaque appui, puis au travers du partage des résultats des études concernées, a permis de faire progresser cette reconnaissance partagée de manière concomitante aux avancées notables dans les arènes internationales, en particulier les COP. Aussi, il apparaît d'ores et déjà des perspectives d'appuis dédiées au genre avec des pays partenaires de la phase 2. Les organisations de la société civile pourraient également être plus étroitement associées dans ce dialogue.

Ce dialogue a permis également d'enrichir le cadrage du programme : par exemple, appréhender conjointement genre et inclusion sociale a été initialement une proposition de l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (OECS) avant d'être repris dans l'ensemble du programme.

Une expertise francophone à renforcer

L'analyse des profils d'experts et expertes mobilisés après appels d'offre montre une forte disparité femme-homme. Parmi les 556 experts et expertes mobilisés lors de la Phase 1, moins d'un tiers (31%) sont des femmes. On note également un moindre écart parmi les profils internationaux (38% de femmes parmi les 321 experts et expertes) que parmi les profils nationaux (19% de femmes parmi les 210 experts).



Il semble exister un enjeu structurel de formation d'expertes de l'adaptation, en particulier dans les espaces francophones et notamment au sein des pays partenaires. Des divergences d'accès à l'éducation, y compris à l'éducation supérieure, persistent. Soutenir l'accès à l'éducation des femmes représente ainsi une piste intéressante pour la promotion à long-terme de l'expertise féminine – voir ci-dessus l'appui réalisé en ce sens au Sénégal.

Un déficit d'expertise spécifique genre et adaptation a également été relevé. Si tous les consortiums de bureaux d'études retenus en Mai 2018 dans l'Accord Cadre AdaptAction proposaient au moins un CV avec une expérience ou une formation genre transversale (genre et climat ou genre et développement), il est apparu que peu d'expert.e.s disposant à la fois de bonnes connaissances sur l'adaptation et sur le genre étaient réellement disponibles dans l'espace francophone. Cette expertise croisée s'est avérée encore plus rare dans les pays partenaires, d'où, là encore, la nécessité de favoriser l'émergence de cette expertise.

Dans le même temps, le seul domaine où plus de femmes ont été mobilisées est précisément les enjeux croisés de genre et climat (33 expertes sur 39).

Perspectives pour la phase 2 (2022-2026)

Afin de consolider les acquis de la phase 1 d'AdaptAction en matière de genre et de développer de nouvelles activités en faveur de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale, la Phase 2 est dotée d'une composante transversale sur ces enjeux. Les pays partenaires d'AdaptAction sont parmi les plus vulnérables au changement climatique et, suivant l'indicateur ERI¹³ sont marqués par de fortes inégalités, tant en ce qui concerne le genre que d'autres marqueurs sociaux. De plus, ces dernières années, ces inégalités ont progressé¹⁴, en partie à cause de la pandémie de Covid 19.

UN OBJECTIF TRANSVERSAL PLUS AMBITIEUX

La composante transversale « Genre et Inclusion sociale » est plus large que l'objectif genre de la Phase 1. En effet, à travers cette approche, il s'agit d'inclure les autres marqueurs sociaux (âge, orientation sexuelle, appartenance ethnique, classe sociale, handicap, statut marital, etc.) pour une **prise en compte plus large des déterminants de vulnérabilités au changement climatique**.

Du côté du genre, l'ambition est rehaussée, et sera davantage ancrée dans une perspective transformationnelle et intersectionnelle, en donnant une attention particulière aux groupes discriminés en fonction de leur genre et d'autres marqueurs sociaux (par exemple les femmes non mariées avec enfants, les jeunes mères, les veuves, ...).

Cela sera imbriquée dans une approche plus globale et multidimensionnelle des inégalités sociales, facteur clé de la vulnérabilité au changement climatique.

¹³ Jo Walker, Matthew Martin, Emma Seery, Nabil Abdo, Anthony Kamande, Max Lawson. Oct. 2022. « Indice de l'engagement à la réduction des inégalités », OXFAM et Development Finance International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/lindice-de-lengagement-la-reduction-des-inegalites-eri-2022>

¹⁴ Banque mondiale. 2022. « Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée: Corriger le tir. » Abrégé. Banque mondiale, Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/37739/9781464818936ov-FR.pdf?sequence=71>

Un triptyque stratégique : comprendre, planifier, investir

AdaptAction vise à mieux comprendre les processus d'adaptation, mais également à accompagner la traduction des connaissances scientifiques en dispositifs de gouvernance, en politiques publiques et en investissements intégrant l'adaptation.



UN PLAN D'ACTION GENRE ET INCLUSION SOCIALE

Un plan d'action Genre et Inclusion sociale a été réalisé pour la Phase 2, afin de renforcer la prise en compte de ces enjeux dans chacun des outils utilisés à chaque étape du projet, et de disposer d'indicateurs pour chacun des axes.

Ainsi, le nouvel Axe 1 (Comprendre – Savoirs et recherche opérationnelle) inclura non seulement des dimensions genre dans chaque recherche envisagée, mais a également comme objectif une étude dédiée au genre et à l'inclusion sociale. L'émergence de chercheuses et doctorantes, en particulier au sein des pays partenaires, sera également favorisée.

L'axe 2 (Planifier – Gouvernance et politiques publiques) proposera aux partenaires une assistance technique intégrant une approche sensible et responsable (qui promeut l'égalité des droits) au genre (voire transformationnelle), un appui pour élaborer des stratégies et politiques nationales climatiques sensibles au genre et à l'inclusion sociale - voire l'élaboration d'une stratégie dédiée – et un soutien à la mise en œuvre du Plan d'Action genre de la CCNUCC.

L'axe 3 (Investir - Investissements innovants et transformationnels) conduira des études de vulnérabilités et faisabilité sensible aux genre et à l'inclusion sociale, voire des études pour des projets « nexus » ayant pour objectif spécifique l'adaptation et les enjeux de genre et inclusion sociale. Une mobilisation renforcée d'experts et d'expertes genre et inclusion sociale sera envisagée dans chaque appui pour évaluer la pertinence d'une mission de terrain, d'un accompagnement l'équipe de consultants et consultantes tout au long de l'appui, d'un travail binôme avec des experts et expertes locaux ou encore d'un livrable dédié.

La composante Knowledge Management et valorisation pourra constituer un groupe de travail spécifique au sein de la communauté de pratiques, intégrer des activités spécifiques de manière transversale dans les événements de partage et de communication et organiser des événements dédiés à l'adaptation et au genre & inclusion sociale. L'objectif est ainsi de contribuer aux communautés de pratiques et de savoirs avec des organisations partenaires nationales et internationales, dont les organisations de la société civile.

La composante « Genre et Inclusion sociale » est dotée d'un budget spécifique de plus de 300 000 euros pour cette mise en œuvre transversale et la mobilisation d'une expertise adéquate.

Références

- Banque mondiale. 2022. « Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée: Corriger le tir. » Abrégé. Banque mondiale, Washington, DC.
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/37739/9781464818936ov-FR.pdf?sequence=71>
- Bessah, E., Raji, A.O., Taiwo, O.J., Agodzo, S.K., Ololade, O.O., Strapasson, A. and Donkor, E. (2021), "Gender-based variations in the perception of climate change impact, vulnerability and adaptation strategies in the Pra River Basin of Ghana", *International Journal of Climate Change Strategies and Management*, Vol. 13 No. 4/5, pp. 435-462.
- Broudic, C., Andrianaonitsoa, V., Fribault, M., Andriamanantena, J.-M., Raharinjanahary, H., Rapport d'étude socio-anthropologique et genre pour le projet Talaky Be - Adaptation de l'agriculture au changement climatique et renforcement de la résilience des communautés rurales du sud-est de Madagascar, AdaptAction-AFD / Consortium Egis, SalvaTerra, Carbonium, Meteodyn, IRD, 2019
- Castañeda Camey, I., Sabater, L., Owren, C. et Boyer, A. E. (2020). Liens entre la violence basée sur le genre et l'environnement : la violence des inégalités. Wen, J. (Éd.). Gland, Suisse: UICN. 308pp
- Dwyer et Woolf, 2018; Nellemann, et al., 2011; UNHCR, 2011; WRC, 2011
- Dazé, A. et Hunter, C. (2022), « Les processus des PNA qui répondent aux questions de genre : progrès réalisés et exemples prometteurs », *Rapport de synthèse du Réseau mondial de PNA, 2021–2022*
- Dazé, A. et Dekens, J. (août 2017). « Un cadre pour des processus de plans nationaux d'adaptation (PNA) qui répondent aux questions de genre ». Réseau mondial de PNA. <http://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2018/06/napgn-fr-2017-framework-gender-considerations-adaptation-planning.pdf>
- Jessamyn Encarnacion, Ramya Emandi, Papa Seck, Sept 2022 "It will take 22 years to close SDG gender data gaps", UN Women Data Hub. <https://data.unwomen.org/features/it-will-take-22-years-close-sdg-gender-data-gaps>
- IPCC (AR5, WG2) Vincent, K.E., Tschakert, P., Barnett, M.G. Rivera-Ferre, J., and Woodward, A., 2014: "Cross-chapter box on gender and climate change". In: *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA, pp. 105-107
- IPCC (AR6, WG2), "Cross-Chapter Box GENDER", pp. 2700-2704., In: *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge University Press. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA.
- Manuel Relatif au Marqueur de la Politique d'Aide à l'Appui de l'Égalité Homme-Femme Établi par le CAD-OCDE, 2016. <https://www.oecd.org/fr/cad/femmes-developpement/Manuel-Marqueur-CAD-Aide-Egalite-HF.pdf>
- Sam Sellers and al., Nov. 2016, "Gender and Climate Change: A Closer Look at Existing Evidence", Global Gender and Climate Alliance, WEDO, GGCA. <https://wedo.org/wp-content/uploads/2016/11/GGCA-RP-FINAL.pdf>
- UICN (2021). « Genre et planification climatique nationale : Intégration du genre dans les contributions révisées déterminées au niveau national ». Gland, Suisse : UICN.
- Walker, J., Martin, M., Seery, E., Abdo, N., Kamande, A., Lawson, M., Oct. 2022. « Indice de l'engagement à la réduction des inégalités », OXFAM et Development Finance International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/lindice-de-lengagement-la-reduction-des-inegalites-eri-2022>
<https://genderclimatetracker.org/gender-ndc/quick-analysis>
<https://genderandenvironment.org/fr/gender-and-ndcs-2021/>

Appuis AdaptAction cités :

- Appui à la préparation du projet « Grand Talaky » (projet d'agriculture et de conservation forestière adaptées au changement climatique) (Talaky Be) - Madagascar – Egis, Salva Terra, IRD, Meteodyn, Carbonium, 2020-2022.
- Etude de vulnérabilité de l'agriculture céréalière et des activités pastorales dans l'extrême nord, avec structuration et opérationnalisation des instances de gestion des conflits – Cameroun – Baastel, BRli, Agora Consulting, 2021-2022.
- Appui à la conception et à l'opérationnalisation d'un système de suivi de la mise en œuvre de la CDN et de l'atteinte de ses objectifs - Côte d'Ivoire - Baastel, BRli, 2020-2021.
- Etudes de vulnérabilité et faisabilité du programme Résilience de l'agriculture Nord Côte d'Ivoire, centré sur la filière coton – Côte d'Ivoire - Baastel, BRli, 2020-2021.
- Appui à la formulation concertée de la stratégie et d'un plan national d'adaptation de l'agriculture au changement climatique (SPN2A) – Niger – Baastel, 2018-2023.
- Etude de faisabilité d'un projet de développement des filières d'élevages dans les régions de Zinder et Diffa dans un contexte de changement climatique – Niger – Baastel, Iram, 2019.

- Renforcement des capacités des Ministères du Développement Rural et intégration transversale des enjeux d'adaptation dans les projets et programmes du PNIASAN 2018 - 2025 (Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle) – Guinée, Egis, Salvaterra, 2020-2022.
- Etudes de vulnérabilité et faisabilité du projet de conservation et d'aménagement de la Réserve de Biosphère Ziama (RBZ) – Guinée, SUEZ-SAFEGE, Gret, Biotope, 2020-2022.
- Appui à la mise en œuvre de ce système national de suivi-évaluation (SSE)– Sénégal - RAMBOLL (TEC conseil), 2020-2021.
- Appui à la formation des capacités locales d'adaptation : élaboration d'une stratégie d'intégration de l'adaptation au changement climatique dans le système éducatif du Sénégal « Stratégie de renforcement des compétences pour un développement résilient face au changement climatique et créateur d'emplois » – Sénégal – Baastel, BRLi, 2021-2023.
- Capacity building on mainstreaming ecosystem-based adaptation (EbA) and gender into climate change adaptation – OECO – Egis, Carbonium, Succeed Together, 2020-2021.
- Appui à la préparation du projet "Building Regional Resilience through Strengthened Meteorological, Hydrological and Climate Services in the Indian Ocean" en vue de sa soumission pour co-financement au FVC (Hydromet) - Commission de l'Océan Indien – DAI, Setec Hydratec, Kairos Consult, IREDD, 2019-2021.

Citation :

Genre et AdaptAction - Retour d'expériences sur l'intégration des enjeux croisés de genre et d'adaptation aux impacts du changement climatique dans le programme AdaptAction, AFD, 2023

Remerciements :

A Mar Merita Blat, Camille Le Bloa, Guillaume Quenet et Fanny Petitbon pour leur accompagnement et relectures attentives.

À propos de l'Agence française de développement :

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

Plus d'informations sur www.afd.fr

www.afd.fr/adaptaction

Contact AdaptAction : Christophe Buffet buffetc@afd.fr

Twitter : @AFD_France – Facebook : AFDOfficiel
5, rue Roland Barthes – 75598 Paris Cedex 12 – France
Tel. : +33 1 53 44 31 31